

PAGE. 3 Quartiers en évolution

PAGE. 6 Communautés mobilisées

PAGE. 8-9 Personnes âgées
vivant seules

PAGE. 12 Jeunes et prostitution

PAGE. 4-5 S'adapter pour mieux
rejoindre certaines communautésPAGE. 7 Communauté artistique :
accès pour tous!

PAGE. 10-11 Jeunes et itinérance

PAGE. 13-14 Approches
alternatives

COMMUNAUTÉS D'APPARTENANCE EN CONTEXTE DE SANTÉ URBAINE

« Le thème de ce numéro se décline en deux idées qui se rejoignent au CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (CCSMTL). Les communautés d'appartenance en contexte de santé urbaine constituent un terrain d'étude et d'évaluation inspirant pour la communauté scientifique, et une source d'actions et d'inspiration pour la communauté clinique.

Une **communauté** est un « groupe social dont les membres vivent ensemble, ou ont des biens, des intérêts communs » (dictionnaire Le Petit Robert, 2011). Partant de cet énoncé, la notion de communauté se décline à l'infini... Des communautés géographiques : les habitants d'une ville, d'un quartier, d'une rue, d'une ruelle. Des communautés de proximité : les étudiants d'une école ou d'une classe, d'une équipe de travail. Des communautés de soutien : les usagers d'organismes communautaires, les pairs aidants. On connaît également les communautés culturelles, religieuses, autochtones, LGBTQ+. L'appartenance à une communauté signifie que l'individu entretient des relations avec les autres membres et qu'on le reconnaît en tant que membre de cette communauté. C'est notamment parce qu'on reconnaît aux différents groupes vulnérables le droit d'appartenir à la communauté que naissent les nombreux efforts pour favoriser leur inclusion.

La **santé urbaine** est un concept en émergence qui permet de mieux comprendre les interinfluences entre les caractéristiques de l'environnement et celles de la population habitant en milieu urbain (ces dernières sont précisées en page 2). Certaines communautés, plus fragiles que d'autres, sont surreprésentées en milieu urbain. Une personne peut se sentir membre de plusieurs communautés tandis que d'autres ne s'identifient à aucun groupe, accentuant du coup l'enjeu d'isolement et d'anonymat, une des caractéristiques de la



santé urbaine. Ainsi, la notion de communauté se complexifie et se fragmente en milieu urbain, multipliant les défis de santé et de services sociaux.

Les initiatives présentées dans ce numéro visent à comprendre les dynamiques relationnelles au sein de différentes communautés, à mieux soutenir les groupes vulnérables, à comprendre et améliorer les conditions de vie et à favoriser l'intégration dans un contexte de santé urbaine. Innovants et basés sur des données probantes, ces projets sont le plus souvent élaborés en collaboration avec des équipes de recherche et des équipes cliniques. Nous croyons qu'ils forment un aperçu intéressant et diversifié de l'ensemble des projets en cours dans les équipes de la mission universitaire du CCSMTL. »

À découvrir

-  Témoignages
-  Projets en cours
-  Projets à venir
-  Résultats de recherche
-  Former la relève
-  Soutenir les intervenants

Les rédactrices en chef invitées,

Julie Grenier, directrice adjointe, Direction des services généraux et partenariats urbains

Eva Kehayia, Ph. D., codirectrice scientifique, Institut universitaire sur la réadaptation en déficience physique de Montréal (IURDPM) et Centre de recherche interdisciplinaire en réadaptation du Montréal métropolitain (CRIR); professeure agrégée, École de physiothérapie et d'ergothérapie, Université McGill

Bonnie Swaine, Ph. D., codirectrice scientifique, IURDPM et CRIR; professeure titulaire, École de réadaptation, Université de Montréal

Vous avez dit « santé urbaine »?

Environnement et population en interactions constantes

Pour la toute première fois de l'histoire, les habitants des villes sont plus nombreux que ceux vivant en milieu rural. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, 7 personnes sur 10 vivront dans les grandes villes en 2050. Cette croissance démographique est souvent plus rapide que l'adaptation des milieux de vie. L'urbanisation sera un sujet important à considérer pour les sociétés dans les prochaines décennies en raison de ses impacts sur la santé humaine.

Le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal se fait fort de mobiliser les acteurs communautaires, de santé et de services sociaux de son territoire pour adapter son offre de services en réponse aux besoins spécifiques de sa population. Il fait preuve de leadership en menant des initiatives pouvant contribuer au bien-être individuel et collectif.

Les caractéristiques de l'environnement urbain influencent le parcours de santé de la population urbaine, tout comme les caractéristiques de la population urbaine influencent l'environnement dans lequel elle évolue. Ces interactions sont constantes, conditionnant ainsi les phénomènes associés à la santé urbaine.

Caractéristiques de l'environnement urbain

Cadre bâti
Aménagement
Infrastructures de transports
Ressources communautaires
Services sociaux et de santé

Caractéristiques de la population urbaine

Diversité
Mobilité
Inégalités sociales
Réseaux sociaux complexes
Isolement et anonymat
Groupes ayant des besoins particuliers*

*Groupes incluant prestataires d'assistance sociale; personnes âgées vivant seules, ayant un faible revenu; communautés LGBTQ+; familles monoparentales; personnes issues de l'immigration; personnes vivant avec des problématiques de santé mentale et de toxicomanie; personnes en situation d'itinérance; utilisateurs de drogues injectables; travailleuses du sexe; personnes en situation de handicap.

Source : caractéristiques inspirées de travaux de l'Organisation mondiale de la Santé et de la Direction régionale de santé publique de Montréal.

MU360 : pourquoi ce nom ?

Le **MU360** vise à présenter un tour complet de la **Mission Universitaire** (un regard à **360°**) du CCSMTL. Ce numéro est dédié entièrement aux activités de la mission universitaire liées au thème des communautés d'appartenance en contexte de santé urbaine. Les instituts universitaires, le centre affilié universitaire ainsi que plusieurs directions cliniques ont participé à la préparation de ce numéro.

Quelques acronymes utiles pour nous y retrouver...

IUD

Institut universitaire sur les dépendances

IUJD

Institut universitaire Jeunes en difficulté

IURDPM

Institut universitaire sur la réadaptation en déficience physique de Montréal

IUGM

Institut universitaire de gériatrie de Montréal

CREMIS

Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté, centre affilié universitaire

CCSMTL

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Quartiers en évolution

Pour plus d'information

Découvrez l'exposition *Face à la gentrification – Escalé à St-Henri, Montréal* en ligne : docsthenri.inegalitessociales.com



Échangeur Turcot : concilier développement durable et bien-être de la population

À Montréal, l'échangeur Turcot est un carrefour névralgique de la circulation automobile où transitent quotidiennement près de 300 000 véhicules pour accéder entre autres au centre-ville, au pont Samuel-de-Champlain et à l'aéroport Pierre-Élliott-Trudeau. En 2010, le ministère des Transports du Québec (MTQ) a annoncé officiellement la reconstruction de l'échangeur Turcot, un projet majeur.

Pour donner suite au rapport du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs relatif à la reconstruction de l'échangeur Turcot, le Bureau des audiences publiques sur l'environnement (BAPE) a émis comme condition à ces travaux qu'une étude socio-acoustique soit effectuée pour mesurer les effets du bruit sur la santé des résidents vivant à proximité. Le MTQ a mandaté **Tony Leroux**, chercheur à l'IURDPM et vice-doyen à la Faculté de médecine de l'Université de Montréal, pour réaliser ce projet de recherche.

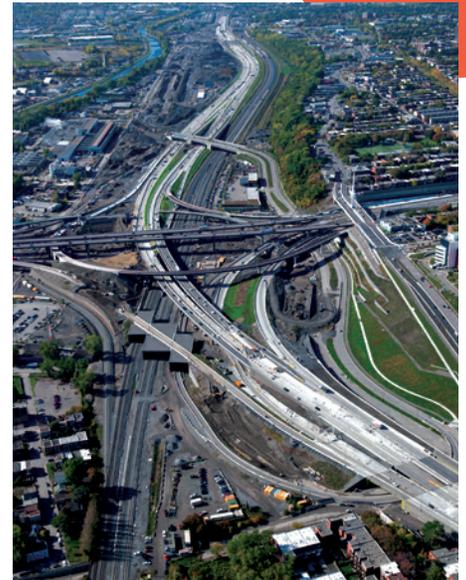
Cette première étude provinciale menée dans un contexte de reconstruction d'infrastructure routière en zone urbaine mesure l'état de santé des populations quant à l'exposition au bruit. L'enquête durera de 2017 à 2021, de la démolition jusqu'à la mise en opération de l'échangeur.

Plusieurs niveaux d'analyse

Plus de 1500 résidents sont évalués annuellement : un groupe de résidents vivant à moins de 300 mètres et un groupe de résidents vivant entre 300 mètres et un kilomètre du chantier. Les participants sont questionnés sur leur niveau de dérangement (le bruit, la poussière, les vibrations, l'aspect visuel) et sur leur santé (habitudes de vie, sommeil, sensibilité au bruit, qualité de l'environnement). « Le gouvernement nous a également demandé d'analyser l'opinion des résidents quant aux moyens mis en place pour atténuer les inconvénients pendant les travaux : utilisation de canons à eau pendant les destructions pour limiter la poussière, nettoyage fréquent des rues, murs anti-bruit, comité de bon voisinage, site Web du chantier, etc., dans l'objectif de maintenir la qualité de vie du citoyen », souligne Tony Leroux.

De plus, une quinzaine de stations de mesure du bruit recensent le niveau sonore des travaux sur l'échangeur 24 heures par jour. Des stations de qualité de l'air et des caméras complètent l'équipement technologique d'analyse des données.

Les résultats de la première phase d'étude ont été publiés et suscitent déjà de l'intérêt au-delà



Crédit : Air Photo Max

des frontières. « Cette étude est observée et attendue par la communauté scientifique internationale, car il s'agit d'une des rares études longitudinales socio-acoustiques sur les effets du bruit sur une population urbaine pendant et après la construction d'une autoroute dans une métropole. Elle servira de référence pour d'autres constructions routières dans le monde », souligne Tony Leroux.



Stage de recherche La photo comme outil rassembleur

Susciter l'intérêt et l'engagement de ses étudiants dans le cadre d'un séminaire universitaire n'est pas toujours évident. **Cécile Van de Velde**, chercheuse au CREMIS et professeure à l'Université de Montréal, est parvenue à relever le défi avec brio à l'hiver 2018. Son secret ? « C'est parti de l'idée toute simple de faire vivre aux étudiants une enquête sociologique de terrain sur les inégalités dans la ville. D'eux-mêmes, ils ont choisi de s'intéresser au phénomène de la gentrification à Montréal et, plus précisément, dans le quartier St-Henri. »

Au moyen d'observations participantes, d'entretiens et de prises de photos, le groupe d'une dizaine d'étudiants a sillonné le quartier tels de véritables enquêteurs. « C'était un

travail collectif où les étudiants disposaient d'une grande autonomie et l'enthousiasme de chacun était palpable ! » La session tirant à sa fin, M^{me} Van de Velde proposa aux étudiants intéressés de poursuivre le projet à titre de stagiaires de recherche à la session suivante. Totalement investis, tous acceptèrent.

Voir pour comprendre

En plus de permettre de retracer l'histoire du quartier, de décrire en actes les phases de la gentrification qui s'y sont succédées et d'en identifier l'impact sur les habitants, cet exercice a fait ressortir une véritable logique d'étouffement pour ceux qui restent. Cela se manifeste d'abord sur le plan géographique en repoussant ces derniers aux extrémités du quartier. Ensuite, sur les plans symbolique et politique, l'arrivée d'une population plus aisée fait naître chez eux le sentiment d'être étrangers à leur propre quartier, ce qui accentue leur difficulté à porter une

voix. Finalement, l'ouverture de nouveaux commerces qui vendent à prix fort ainsi que l'augmentation des coûts liés au logement ajoutent une pression économique sur leurs épaules. Bien qu'ils reconnaissent sans hésiter le dynamisme et la beauté que la gentrification amène au quartier, tous critiquent l'insolence des « gentrificateurs » et les rapports sociaux qui s'en trouvent changés.

Dans l'idée de traduire et de diffuser leurs résultats d'enquête via un médium original, le groupe s'est tourné vers une exposition de photographies commentées. « Il ne s'agit pas ici d'œuvres d'art, mais bien de supports visuels visant à illustrer le propos », tient à préciser M^{me} Van de Velde. L'exposition, intitulée *Face à la gentrification – Escalé à St-Henri, Montréal*, a été présentée à la bibliothèque de l'Université de Montréal, puis dans les locaux du CREMIS et à la bibliothèque de St-Henri.

S'adapter pour mieux rejoindre certaines communautés



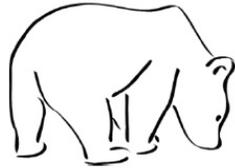
Évaluation du langage : adaptation d'un questionnaire en inuktituk

Comment évaluer l'acquisition du langage chez un enfant dont on ne connaît pas la langue, si aucun outil adapté n'existe pour soutenir l'évaluation? C'est le défi auquel étaient confrontés les orthophonistes œuvrant auprès des membres des communautés inuites il y a tout juste quelques années. Pourtant, un questionnaire d'évaluation du langage d'enfants de 8 à 30 mois existait déjà dans plus de 100 langues... mais pas en inuktituk. La chercheuse **Natacha Trudeau** de l'IURDPM et professeure à l'Université de Montréal raconte le processus qui a mené à son adaptation, une initiative d'une orthophoniste travaillant dans le Grand-Nord, Catherine Dench.

D'abord, un premier constat s'impose : le nombre de dialectes présents dans le vaste territoire nordique est élevé. Lequel choisir? Réponse : celui qui rejoint le plus de locuteurs dans la région ciblée, soit l'inuktituk, accompagné d'une traduction en anglais pour que les parents parlant d'autres dialectes puissent aussi utiliser le questionnaire.

Adapter pour évaluer le plus justement possible

Une adaptation culturelle était également nécessaire. « Dans ce cas précis, par exemple, nos observations auprès d'une trentaine d'enfants inuits en situation de jeux nous ont amenés à



3. ᐃᓕᓕᓕᓕᓕ (ᓕᓕᓕᓕᓕᓕ ᓕᓕᓕᓕᓕᓕᓕᓕᓕ) (ANIMALS (Real or Toy))		
<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [walrus]	<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [raven]	<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [goose]
<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [wolf]	<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [caribou]	<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [fly]
<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [muskox]	<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [sculpin]	<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [beluga]
<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [fish]	<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [mosquito]	<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [puppy]
<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [rabbit]	<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [duck]	<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [dog]
<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [owl]	<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [seal]	<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [horse]
<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [mussel]	<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [polar bear]	<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [bird]
<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [cat]	<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [seal]	<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [insect]
<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [fox]	<input type="checkbox"/> ᓕᓕᓕᓕᓕ [seagull]	

Un extrait du questionnaire adapté d'acquisition du langage.

modifier l'identification des animaux. Évaluer leur compréhension des mots girafe et lion n'aurait pas rendu justice à leur développement langagier réel. Dans leurs histoires, les enfants parlent plus de morse et de caribou.» De plus, la langue comme telle représentait un défi d'évaluation. En français, par exemple, on peut compter le nombre de mots utilisés dans une phrase de l'enfant. Mais l'inuktituk est une langue « agglutinante », qui assemble plusieurs suffixes exprimant de nombreuses nuances (temps, nombre, genre...). L'équipe a donc proposé une façon de faire différente qui s'appuie sur des données de recherche, en comptant les syllabes plutôt que les mots.

Le questionnaire est utilisé en ce moment dans le Grand-Nord comme à Montréal, où les membres des communautés inuites reçoivent des services et soins de santé spécialisés. L'équipe travaille actuellement sur une version courte, pour réduire le temps de réponse de 45 à 15 minutes.

« Les défis de la langue et de la culture sont toujours présents en orthophonie. Nous sommes en constante adaptation pour évaluer de façon neutre le développement du langage de l'enfant – et c'est ma passion! », conclut Natacha Trudeau, dont le doctorat avait d'ailleurs porté sur l'adaptation de ce questionnaire en français québécois.



Au Québec, on estime que 12,6 % de la population est immigrante. Dans la région métropolitaine de Montréal, ce nombre s'établit à 29,6 %.

Pour plus d'information

La Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI) a produit une vidéo sur le projet Espace Parents : <https://vimeo.com/285871912>

Parents immigrants : adapter son rôle pour prévenir les tensions

Immigrer vient avec son lot de stress majeurs : barrières linguistiques, isolement social, recherche d'emploi et de logement, adaptation à un système culturel et de valeurs différent, pour ne nommer que ceux-là. Au sein d'une famille, une pression s'ajoute : les parents doivent bien souvent revoir leur rôle dans un contexte d'éducation des enfants qui diffère de celui dans lequel ils ont grandi.

Le projet Espace parents a été mis sur pied en 2016 en réponse à la surreprésentation des enfants issus de la diversité culturelle dans le système de protection de la jeunesse et aux besoins exprimés par les organismes communautaires et les familles d'obtenir plus de soutien à propos de l'adaptation du rôle parental en contexte d'immigration. Ce projet de mobilisation des connaissances agit en prévention et en promotion du rôle parental, pour éviter l'apparition de problèmes.

Résultats concluants

Neuf ateliers de deux heures ont été développés et offerts dans cinq organismes communautaires en 2016-2017. « Le projet initial a été coconstruit avec des parents et des intervenants du milieu, comme la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI). Mon rôle, comme chercheuse, était de m'assurer qu'on travaillait en respect de données probantes »,

commente **Sarah Dufour**, chercheuse à l'IIJD et professeure à l'Université de Montréal.

Les résultats sont concluants : les parents rapportent avoir créé des liens, brisé l'isolement et être plus confiants quant à leurs habiletés parentales. Les animatrices remarquent également une baisse du stress parental.

Prochains développements

En 2018, le projet s'est associé à la Direction régionale de santé publique de Montréal. Quatre organismes communautaires ayant une mission d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants de Montréal étaient maillés avec le centre local de services communautaires (CLSC) de leur territoire pour collaborer, par exemple pour animer les ateliers en duo. Les

résultats préliminaires confirment que ce projet représente une occasion de rapprochement avec les services sociaux et de santé.

L'équipe de partenaires souhaite maintenant rendre cette initiative pérenne et elle voit encore plus loin. « Accompagner et informer les parents immigrants au sein d'Espace parents est nécessaire, mais non suffisant. Nous voulons créer des réseaux locaux alliant le milieu scolaire, communautaire, municipal et les services sociaux... Cet accompagnement est un enjeu qui devrait être pris en charge par la société pour créer une communauté solidaire », conclut la chercheuse.

Un groupe finissant le programme Espace parents.



✓ Déficience auditive et intervention interculturelle : un défi

Les intervenants en déficience auditive d'enfants de 0 à 12 ans travaillent quotidiennement avec des parents inquiets du développement de leur enfant. Cette tâche peut se compliquer lorsque des différences culturelles entrent en jeu dans l'intervention.

Le bagage culturel de certains parents est parfois très éloigné de celui de l'intervenant. La maîtrise sommaire du français ou la présence d'un interprète peut également compliquer la communication, surtout lorsque des concepts inconnus du parent sont abordés. En effet, dans certaines cultures, un handicap doit être visible pour exister, et parfois, très peu d'approches de réadaptation sont accessibles. Dans ce cas, l'intervenant doit faire comprendre au parent que son enfant a réellement un problème et qu'on peut l'aider.

La chercheuse de l'IURDPM **France Beauregard** s'est intéressée à la perception des intervenants en ce qui concerne leur collaboration avec des familles immigrantes. Au fil d'entrevues individuelles, plusieurs difficultés ont été soulevées, dont la compréhension de la notion de déficience auditive, la réaction face au port d'un appareil auditif, l'influence de la famille élargie et la gestion de l'apprentissage de deux langages ou plus.

Prendre le temps et s'adapter

Il a été démontré qu'une intervention interculturelle dure de 35 à 45 % plus longtemps. « Il ne faut pas négliger la nécessaire adaptation de l'intervenant dans cette relation. Ce dernier vit un choc culturel dans sa pratique professionnelle. Il doit prendre le temps de

comprendre le parcours migratoire et la culture d'origine pour établir un dialogue efficace au service de l'enfant », précise la professeure de l'Université de Sherbrooke France Beauregard.

L'année dernière, elle a également sondé les perceptions de parents sur le même sujet. Après analyse, elle souhaite présenter les résultats de ces rencontres aux intervenants afin de poursuivre la sensibilisation à l'importance d'adapter leur pratique à la réalité des familles immigrantes. « On constate qu'à la longue, la vision du parent va évoluer vers la vision de l'intervenant. Peut-être que mieux connaître le vécu des familles pourrait faire évoluer la vision de l'intervenant vers celle du parent, pour trouver un juste milieu... », conclut-elle.

Communautés mobilisées

Pour plus d'information

« Vers une société québécoise plus inclusive » est une initiative de recherche intersectorielle en adaptation-réadaptation et en soutien à l'intégration sociale, dont le but est de favoriser la création d'environnements physiques et sociaux plus inclusifs pour les personnes en situation de handicap. www.societeinclusive.ca



Mieux travailler ensemble pour améliorer la participation sociale

Partout au Québec, plusieurs organismes offrent des formations et des activités de sensibilisation pour favoriser l'inclusion et l'accueil des personnes en situation de handicap. Le projet « Réfléchir pour agir ensemble en formation et en sensibilisation » vise à favoriser une réflexion commune pour améliorer la participation sociale de ces personnes. À l'image de son objectif, ce projet est des plus rassembleur : 16 personnes font partie de l'équipe de recherche, et 5 organismes en sont partenaires.

Annie Rochette, chercheuse à l'IURDPM, a accepté de nous entretenir à ce sujet : « Un nombre impressionnant de groupes communautaires font tout leur possible pour offrir de la formation et sensibiliser la population à l'inclusion des personnes en situation de handicap. Ils n'ont pas beaucoup de ressources, mais ils sont très mobilisés. Par ailleurs, on ne

connaît pas le nombre et le contenu de ces activités, ni si elles sont basées sur des données probantes. Nous avons donc débuté notre projet en recensant l'offre d'activités de formation et de sensibilisation partout au Québec. » C'est ce qu'elle appelle le « scan environnemental ».

Cette première étape est nécessaire pour être en mesure de documenter l'écart à combler entre la situation actuelle et les pratiques inclusives idéales. La rédaction d'une planification stratégique, déjà bien entamée, apportera une vision globale au Québec sur laquelle s'appuyer.

Déjà plusieurs retombées!

Le projet avance rondement depuis le printemps 2018. « La démarche comme telle est déjà très positive. La rencontre entre le milieu de la recherche et le milieu communautaire est très fructueuse! », se réjouit Annie Rochette,

cochercheuse principale du projet. En effet, de nouveaux liens se sont créés entre les secteurs au sein du comité. Ils ont même mené à la mise sur pied d'un autre projet qui vise à coconstruire un programme de formation continue pour réduire les obstacles à la participation sociale des personnes en situation de handicap dans les municipalités québécoises.

L'équipe de « Réfléchir pour agir ensemble », très engagée, pense déjà à la pérennisation du projet pour poursuivre et nourrir cette collaboration inspirante. Est-ce que nous verrons la mise sur pied d'un réseau de formation et de sensibilisation pour unifier les efforts de chacun ? « C'est dans l'air! », conclut la professeure de l'Université de Montréal. Ce projet s'inscrit dans l'initiative « Vers une société québécoise plus inclusive ».



Barcelone - Montréal : voir ailleurs pour repenser nos actions locales

Intéressé à savoir comment les initiatives ou interventions communautaires peuvent avoir un impact sur la réduction des inégalités sociales, **Jean-Baptiste Leclercq**, chercheur d'établissement au CREMIS, s'est penché sur trois cas d'études à Montréal ainsi que trois cas d'études à Barcelone.

Pourquoi Barcelone ? D'une part parce que l'échange entre chercheurs et praticiens y est facilité grâce à un partenariat existant entre le CSSS Jeanne-Mance, maintenant intégré au CCSMTL, et l'Université de Barcelone. D'autre part, parce que le contexte de grave crise économique que connaît l'Espagne, et la Catalogne en particulier, depuis les années 2010 entraîne une augmentation du niveau de pauvreté et du taux de chômage. On assiste également, à Barcelone, à une forte mobilisation citoyenne : des collectifs s'organisent pour prendre le relai d'un État social en recul.

Face à cette pression populaire, les autorités cèdent certains espaces (par exemple l'ancienne usine textile *Can Batlló*

qui deviendra un centre communautaire autogéré) ou mettent en concours des terrains en friche qui seront transformés en espaces communautaires offrant différents services à la communauté (bibliothèque populaire, garderie, café, potager urbain, etc.). « Les personnes et les groupes qui se mobilisent et s'impliquent dans ces initiatives développent de nouvelles formes de solidarité face à la crise. La communauté est d'abord vécue comme une expérience. Fortement ancrées dans leurs quartiers respectifs, on peut à la fois parler de communautés territoriales et de communautés d'appartenance. Un terrain fertile à la recherche, d'autant plus qu'on peut parfois y observer des alliances improbables, par exemple entre des associations de quartier, des paroissiens et des activistes du milieu *Okupa* (squatt) ou du *15M* (mouvement des indignés) », précise M. Leclercq, professeur à l'Université de Montréal.

À travers les trois études de cas, la recherche a révélé que les projets avaient un impact sur les dimensions matérielles, relationnelles

et décisionnelles des inégalités sociales en donnant accès à des ressources, en créant de véritables lieux de socialisation et en augmentant la capacité d'agir des individus et des groupes.

L'étude des pratiques d'organisation et d'intervention communautaires à Barcelone a permis la mise sur pied d'espaces d'accompagnement à la réflexivité sous forme d'ateliers à Barcelone et à Montréal. Conçus à l'intention des travailleurs et organisateurs communautaires, ces ateliers leur offrent l'opportunité de revisiter leur action et l'impact de leur pratique sur les inégalités sociales. « Dans des environnements professionnels fortement marqués par la nouvelle gestion publique et la reddition de comptes, prendre du recul pour ces professionnels leur permet de redonner du sens à leur action ! », conclut le chercheur.

Communauté artistique : accès pour tous!



Un théâtre accueillant

Connaissez-vous les représentations « décontractées »? Il s'agit de représentations artistiques légèrement adaptées pour les spectateurs en bas âge ou ceux ayant des déficiences physiques et/ou cognitives ou bien pour ceux qui ne sont pas à l'aise avec le format traditionnel du théâtre. Le spectacle est élaboré dans un espace accueillant permettant de le vivre à son rythme, dans un environnement paisible. Du soutien est également mis à la disposition des spectateurs, tels qu'une visite de familiarisation des lieux, un guide des repères visuels, une traduction LSQ, etc.

Pour **Tiiu Poldma**, chercheuse à l'IURDPM et professeure à l'Université de Montréal, la conception d'un lieu et d'un événement devraient toujours prendre en considération l'accessibilité universelle et l'inclusion afin de créer une expérience optimale pour tous.

Dans le projet de recherche qu'elle codirige au Centre Segal des arts de la scène à Montréal avec Walter Wittich, chercheur au CRIR (Centre de réadaptation MAB-Mackay du CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal), ils examinent les enjeux liés à l'expérience théâtrale pour les personnes ayant des déficiences physiques et/ou

cognitives. Ils documentent l'expérience vécue en accompagnant pas à pas des représentants des différents publics afin d'identifier en temps réel les obstacles rencontrés au cours de l'organisation de la prestation, et de l'arrivée du spectateur jusqu'à son départ du théâtre.

Tous impliqués

« Tous les employés du Centre Segal des arts de la scène, les acteurs et les usagers sont sollicités à toutes les phases du projet de recherche. Nous travaillons en coconstruction dans une approche collaborative et participative. Nous avons tous à cœur d'optimiser l'expérience des membres de l'auditoire », se réjouit Tiiu Poldma.

Depuis le début du projet en 2019, des modifications ont été effectuées au fur et à mesure de l'avancement des analyses. Par exemple, la signalisation dans le théâtre a été améliorée afin que les déplacements des spectateurs à mobilité réduite soient plus fluides. « Dans les futures représentations décontractées, nous prévoyons ajuster des éléments tels que les jeux de lumières et les variations sonores afin que ceux-ci soient plus doux pour les spectateurs. »



L'équipe, les participants et les accompagnateurs du projet de recherche tenu au Centre Segal.

« On s'attend à des retombées majeures pour cette recherche action-performance. Il est primordial pour le développement de notre société de favoriser la création d'environnements physiques et sociaux adaptés aux personnes ayant des déficiences. De nos jours, la culture accessible à tous ne devrait pas être un rêve, mais une réalité », conclut la chercheuse.



Rendre le musée plus accessible aux personnes aphasiques

L'aphasie est un trouble du langage qui apparaît souvent à la suite d'un accident vasculaire cérébral, d'un traumatisme crânien, ou encore d'une tumeur cérébrale. L'aphasie correspond à la perte partielle ou totale du langage. La parole et la pensée ne sont alors plus synchronisées, entraînant de nombreuses difficultés de communication qui peuvent mener à l'isolement. L'aphasie touche, annuellement, près de 6 000 Québécois.

En 2017, une rencontre inspirante entre **Gonia Jarema**, chercheuse au CRIUGM et au CRIR et professeure à l'Université de Montréal, **Eva Kehayia**, co-directrice scientifique de l'IURDPM et du CRIR et professeure à l'Université McGill, et Nathalie Bondil, directrice générale et conservatrice du Musée des Beaux-arts de Montréal (MBAM), a fait germer l'idée de mener un projet de recherche pour rendre les musées plus accessibles aux personnes aphasiques. En 2018, la postdoctorante Christie Brien (sous la direction de Gonia Jarema et Eva Kehayia) se lançait dans le projet.

La clé du succès : l'interdisciplinarité et la synergie

Pour concevoir ce projet, l'équipe de recherche s'est entourée d'experts cliniques et de recherche (psycholinguistes, neurolinguistes, orthophonistes, physiothérapeutes, designer environnemental, personnes ressources du MBAM) afin d'évaluer précisément tous les aspects pouvant influencer l'expérience du public aphasique.

Deux groupes pilotes de personnes aphasiques (un francophone et un anglophone), âgées de 50 à 80 ans, ont participé à des groupes de discussion. On a recueilli leurs besoins et leurs contraintes en termes de déplacement et de communication vécus lors de leurs sorties en général. De cette évaluation, trois enjeux majeurs ont été identifiés : les déplacements (signalisation et affichage), la communication orale (échanges avec les employés) et la communication écrite (textes explicatifs des œuvres d'art).

À la suite de ce constat, l'équipe de recherche a mené une étude pilote au sein du Pavillon de la paix du MBAM qui se poursuit à ce jour et qui apporte des modifications à des textes

accompagnant des œuvres d'art sélectionnées, afin de les rendre plus compréhensibles (mots concrets et familiers, simplification des phrases, utilisation de pictogrammes, par exemple).

Une première visite réussie!

Accompagnés individuellement tout au long de leur parcours par deux membres de l'équipe de recherche pour observer et évaluer leur expérience, les participants ont tous apprécié la configuration du Pavillon de la paix et particulièrement les descriptifs simplifiés des œuvres qui leur étaient présentés pour lecture et évaluation. Tous ont mentionné qu'ils sortiraient plus souvent aux musées si ceux-ci étaient aussi bien adaptés.

Vers une application 2.0

Gonia Jarema se réjouit des résultats positifs de l'étude. « D'ailleurs, une nouvelle phase de collaboration avec le MBAM s'amorce. Notre but ultime est de concevoir une application Web qui permettra à toute personne ayant des troubles du langage d'avoir une meilleure expérience au musée. Donner accès à la culture est l'un des nombreux outils qui permettra de briser l'isolement social des personnes aphasiques. »

Population urbaine : personnes âgées vivant seules

L'isolement social des aînés constitue une préoccupation majeure pour plusieurs équipes du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. Il se caractérise par un manque de contacts sociaux, de rôles sociaux, d'engagement ou d'opportunités d'engagement dans des activités de la communauté. L'isolement constitue un facteur de risque majeur pour la santé des aînés, puisqu'il est associé au déclin cognitif, aux chutes de même qu'à un hébergement précoce. **Deux projets visant à briser l'isolement des aînés sont en cours actuellement dans deux quartiers de Montréal.** Si l'objectif final des deux initiatives est semblable, les moyens diffèrent.



Un quartier se transforme en laboratoire vivant!

Le « quartier innovant » est un programme de recherche auquel sont associées une douzaine de chercheuses menées par **Nathalie Bier**.

« Nous utilisons l'approche de "laboratoire vivant". De cette façon, nous sortons la recherche de nos laboratoires pour aller à la rencontre de la communauté et des aînés de Côte-des-Neiges, le quartier où est situé le Centre de recherche de l'Institut universitaire de gériatrie de Montréal (CRIUGM). Cette proximité géographique facilitera les échanges pour établir une passerelle de communication », explique la chercheuse et professeure à l'Université de Montréal.

Le programme cible trois problématiques qui limitent la participation sociale, soit les troubles cognitifs, les difficultés de communication et la mobilité. Certaines cochercheuses s'intéresseront aussi à des volets transversaux comme les inégalités sociales, l'interculturel et l'intergénérationnel.

« Cet automne, plusieurs groupes de discussion sont tenus avec des organismes communautaires et des résidents du quartier. Cet hiver, nous analyserons les besoins émis et nous trouverons des solutions en concertation. Est-ce que de nouveaux programmes de prévention seront nécessaires? On ne le sait pas encore! En laboratoire vivant, l'équipe de recherche est sur le même pied d'égalité que les autres intervenants : nous avançons au même rythme, tout le monde ensemble », se réjouit Mme Bier. La Maison de l'innovation sociale accompagnera l'équipe dans la mise en place d'un travail collaboratif, permettant le développement de programmes de prévention.

Menant depuis plusieurs années des travaux sur les gérontechnologies (dont « l'appartement intelligent », présenté dans la précédente édition du MU360 sur les lieux de vie), Nathalie Bier se tourne maintenant vers la communauté. Pourquoi? « Mon objectif général, depuis longtemps, est de favoriser le maintien à domicile des personnes âgées en perte d'autonomie. Dans la vie comme en recherche, il existe plusieurs moyens à explorer pour parvenir à nos fins! Développer l'apport des gérontechnologies dans

le réseau de la santé et des services sociaux constitue un moyen prometteur. La mise en commun des ressources d'une communauté et du milieu de la recherche pour soutenir les aînés constitue selon moi une autre approche porteuse et en continuité avec la première », conclut la chercheuse.

Le projet a obtenu le soutien financier du Fonds de recherche du Québec – Santé et durera 3 ans.



Une communauté bienveillante pour les aînés

Le secteur Jeanne-Mance du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (CCSMTL) est un territoire où 70 % de la population est socialement défavorisée et qui compte un haut taux de personnes âgées vivant seules, soit près de 54,7 % (28,6 % pour le reste du Québec). Fort des expertises des équipes cliniques et de l'IUGM, et en ralliant celles de son réseau de partenaires communautaires notamment, le CCSMTL déploiera sur les territoires du Centre-Sud et du Plateau Mont-Royal l'un des premiers modèles de gériatrie sociale au Québec que l'on conviendra de nommer « une communauté bienveillante envers les aînés ».

L'objectif de ce projet est notamment de tisser un réseau de partenaires capables de repérer les aînés vulnérables et isolés dans leur milieu de vie, d'entrer en contact avec eux, d'intervenir pour améliorer leur bien-être, de les accompagner vers les services appropriés et de favoriser leur autonomie de même que leur participation sociale à toutes les étapes du vieillissement.

« Avec cette approche, on veut établir un lien de confiance avec les personnes âgées plus isolées, fragiles ou démunies, qui passent trop souvent sous le radar des services

actuels. Derrière cette grande précarité se trouvent des problématiques complexes aux plans de la santé physique, fonctionnelle, cognitive et mentale, auxquelles s'ajoutent des conditions de vie difficiles. Il s'agit donc de rallier tous les acteurs autour d'une volonté partagée, celle de créer une communauté bienveillante pour les aînés », explique **Julie Grenier**, directrice adjointe à la Direction des services généraux et partenariats urbains.

L'expertise de l'IUGM sera sollicitée à plusieurs égards au sein de cette concertation inter-réseaux. Administration municipale, organismes communautaires, intervenants du réseau de la santé et des services sociaux, professionnels de la santé (pharmaciens, dentistes, optométristes, audiologistes, par exemple) et commerçants seront sensibilisés afin qu'ils reconnaissent les particularités liées au vieillissement et apprennent vers quelles ressources référer les aînés en situation de perte d'autonomie qu'ils rencontrent. D'autre part, deux formations développées par le CRIUGM et offertes par des pairs âgés seront disponibles : le programme Vivre en équilibre (sur la prévention des chutes, à lire ci-contre) et un programme de stimulation pour maintenir la santé cognitive.

Le projet a obtenu le soutien du ministère de la Santé et des Services sociaux et respectera un échéancier de réalisation de 18 mois.

Pour plus d'information

La formation de formateurs **Vivre en Équilibre** sera offerte par le programme AvantÂge du CRIUGM à compter de l'hiver 2020. AvantÂge a pour mission de transférer et de diffuser les résultats de la recherche au grand public. centreavantage.ca/activites/formation-de-multipliateurs

✓ Apprendre à combattre la peur de tomber entre pairs

Saviez-vous que chaque année, environ le tiers des personnes âgées de 65 ans et plus vivant à domicile font une chute? Au-delà des blessures physiques plus ou moins graves, la peur de tomber à nouveau peut se développer insidieusement. Conséquences fréquentes : réduction des activités quotidiennes, déclin des capacités physiques et fonctionnelles et, ultimement, un risque de chute accru, ce qui contribue à exacerber la peur de tomber (installation d'un cercle vicieux). Une étude montre que jusqu'à 55 % des personnes de 70 ans et plus vivant à domicile ont peur de tomber.

Le programme **Vivre en Équilibre**, développé par la chercheuse **Johanne Filiatrault** et son équipe du CRIUGM, en collaboration avec le Centre de recherche et d'expertise en gérontologie sociale (CREGÉS), vise à renforcer la confiance des aînés en leur capacité à prévenir les chutes. Comprenant huit séances de deux heures chacune, il a été conçu pour être offert par des pairs aînés. Une étude d'évaluation de ses effets a été menée de 2015 à 2018 au

sein d'une douzaine de résidences pour aînés autonomes. Environ la moitié des participants suivaient le programme en groupe, alors que les autres recevaient une brochure d'information sur la prévention des chutes.

Résultats? Les membres des groupes **Vivre en Équilibre** se sentaient plus en contrôle sur les chutes et ont augmenté leur nombre d'activités physiques et sociales et ce, jusqu'à 5 mois après la fin du programme.

Formation par les pairs : des résultats positifs

« Plusieurs participantes ont affirmé que l'animation du programme par une des leurs les avait encouragées à partager leurs expériences. Elles se sentaient comprises. D'ailleurs, des études indiquent que l'information transmise par des pairs semble plus crédible et compréhensible aux yeux des aînés que celle transmise par d'autres sources », rapporte Johanne Filiatrault, professeure à l'Université de Montréal.



Une animatrice du programme **Vivre en équilibre** en action pendant un module d'exercice.

L'éducation par les pairs est une approche de plus en plus utilisée auprès des aînés. Comme plusieurs aînés manifestent le désir de s'engager dans des activités significatives au sein de leur communauté, cette approche satisfait également les formateurs.



Entretien avec la D^{re} Marie-Ève Goyer Objectif : sensibiliser les futurs médecins à la santé urbaine

Certaines clientèles vulnérables, par exemple les personnes vivant avec des problèmes de dépendance ou des troubles de santé mentale, nécessitent une attention particulière de leur médecin. En effet, au-delà des symptômes physiques de leurs patients, le médecin doit tenir compte du contexte social dans lequel ils évoluent. Il doit prendre le temps de les accueillir dans leur état actuel (parfois intoxiqués, instables ou irrités). Il doit suivre ses patients au fil de leurs décisions de vie et de leurs rechutes, le cas échéant. Voilà un mandat que redoutent plusieurs étudiants en médecine.

La **D^{re} Marie-Ève Goyer**, chef médicale des continus de services en dépendance et en itinérance au CCSMTL, dédie sa pratique à ces clientèles depuis plusieurs années. Déterminée à améliorer les soins qui leur sont offerts, elle multiplie les initiatives pour sensibiliser les futurs médecins à cette réalité méconnue. « La plupart des étudiants qui sont mis en contact avec ces clientèles vulnérables pour la première fois sont

heureux de l'avoir fait et souhaitent poursuivre auprès d'elles. Le défi était donc d'inscrire ces milieux de pratique et ces enjeux dans le cursus universitaire pour les démystifier », explique-t-elle.

Plusieurs jalons ont été posés en ce sens depuis quelques années. En 2013, la D^{re} Goyer, en compagnie de sa collègue la Dre Annie-Sophie Thommeret-Carrière, mettaient sur pied le stage de médecine sociale engagée, cours obligatoire pour les externes en médecine de l'Université de Montréal. Au sein du CCSMTL, les étudiants peuvent choisir différents milieux d'observation comme le programme CRAN, l'Équipe mobile de référence et d'intervention en itinérance (ÉMRII), les organismes CACTUS, Spectre de rue ou des refuges pour itinérants, par exemple.

De plus, elle a participé au développement de deux stages optionnels pour des résidents : le premier est offert au Service de toxicomanie et médecine urbaine de l'Hôpital Notre-Dame et le second, dans plusieurs milieux de

Montréal et de Trois-Rivières pour aborder des notions de santé de proximité, pénale et interculturelle.

Bien entendu, la D^{re} Marie-Eve Goyer accompagne elle-même plusieurs stagiaires chaque année. « Notre rôle est entre autres de nourrir la curiosité des jeunes médecins : on leur donne des responsabilités et ils ont accès à la Communauté de pratique médicale en dépendance, par exemple. On partage notre expérience d'accueil et de non-jugement des patients. On ne juge pas au plan humain, mais on doit comprendre rapidement le cas clinique qui se présente devant nous. Ce n'est pas facile, mais c'est très valorisant », explique-t-elle.

Elle note déjà des retombées concrètes de ces initiatives : les taux de rétention sont particulièrement élevés et la pénurie de médecins dans les services en dépendance et itinérance de Montréal est presque inexistante. « Au final, la passion des équipes est communicative et finit de les convaincre de rester! », conclut la dynamique médecin.

Population urbaine : jeunes et itinérance



Les jeunes des communautés LGBTQ+ en situation d'itinérance

Philippe-Benoit Côté, chercheur au CREMIS et professeur à l'Université du Québec à Montréal, s'intéresse au croisement de la sexualité et de l'itinérance, notamment chez les jeunes. De projet en projet, il a remarqué que les jeunes lesbiennes, gais, bisexuel.le.s, trans ou queer (LGBTQ+) constituent une population sous-étudiée dans les travaux scientifiques, malgré sa surreprésentation en situation d'itinérance. Ainsi, le chercheur a voulu comprendre le passage à l'itinérance chez les jeunes LGBTQ+ et leurs rapports aux ressources d'aide en contexte d'itinérance. Afin d'explorer cette question, Philippe-Benoit Côté et Martin Blais (professeur au Département de sexologie à l'UQAM) ont rencontré 17 jeunes LGBTQ+ de 16 à 25 ans qui se retrouvent en situation d'itinérance à Montréal.

Passage à l'itinérance

Les chercheurs ont constaté que différentes formes de violences homophobes, biphobes et transphobes vécues par les jeunes LGBTQ+ sont au cœur de leur passage à l'itinérance. Pour plusieurs, c'est la violence dans la famille qui en est à l'origine. Les parents n'acceptant pas leur orientation sexuelle ou leur identité de genre, ces jeunes peuvent se faire exclure de leur milieu familial. Pour d'autres, c'est un séjour difficile en centre jeunesse qui les empêche de tisser des liens sociaux avec d'autres jeunes, des adultes ou des ressources. À 18 ans, ces jeunes se retrouvent sans soutien social et sans repères. Finalement, bon nombre de jeunes vivent ces formes de violence à l'école et finissent par décrocher. Cette problématique existe surtout en dehors de l'île de Montréal où les services pour les communautés LGBTQ+ se font rares. Ces jeunes viennent ensuite à Montréal pour trouver des ressources.

En situation d'itinérance

En plus des violences subies avant le passage à l'itinérance, Philippe-Benoit Côté a constaté que, même dans les ressources spécialisées en itinérance, le mal continue pour les jeunes LGBTQ+ : « C'est particulièrement difficile pour les jeunes femmes trans, qui se font juger sur leur identité de genre. Elles sont refusées

dans certaines ressources sur la base de leur expression de genre. » Finalement, les jeunes LGBTQ+ en situation d'itinérance peuvent se résigner à fréquenter les ressources malgré les violences subies ou à les éviter par crainte de vivre de la violence.

Cette étude sur les parcours de vie des jeunes LGBTQ+ en situation d'itinérance a inspiré le chercheur sur la question de la prévention. Selon lui, plus de travail devrait être fait en amont auprès des centres jeunesse, des familles et des écoles. Si les milieux étaient plus inclusifs, les jeunes LGBTQ+ se retrouveraient peut-être moins en situation d'itinérance.



TAPAJ : quel est le secret de son succès?

« Travail alternatif payé à la journée » (TAPAJ) est un programme d'emploi à bas seuil pour jeunes de 16 à 30 ans qui propose différents courts plateaux de travail payables à la journée. Cette initiative, perçue comme un levier d'intervention, a comme objectifs la réduction des méfaits et l'amélioration de la santé globale. Il permet aux jeunes de subvenir à leurs besoins et de créer des liens de confiance avec des intervenants et des partenaires.

De plus en plus d'études croisant l'employabilité et la santé globale des populations marginalisées sont réalisées. C'est dans cette optique que **Karine Bertrand**, chercheuse et directrice scientifique de l'IUD, étudie le programme TAPAJ. Son projet de recherche consiste à modéliser le programme, à en mesurer les effets sur les jeunes, les intervenants et les partenaires, et à évaluer son adaptabilité ailleurs au Québec.

Le projet de recherche

Karine Bertrand a commencé son projet par une étude qualitative afin d'identifier quelles étaient les composantes essentielles de TAPAJ et ce qui en faisait une réussite. En recueillant la perspective de tous les acteurs qui gravitaient autour du programme (les jeunes, les intervenants, les partenaires

d'emploi et de santé), elle a pu dépeindre la visée globale de ce dispositif et identifier les indicateurs de succès. Après avoir mieux saisi en quoi consistait TAPAJ, comment il était appliqué et sur quoi on mesurait sa réussite, son constat était clair : ce programme constitue un levier d'intervention dans la réduction des méfaits chez les jeunes adultes consommateurs.

Actuellement, la chercheuse mesure les effets du programme sur les gens impliqués. Pendant un an, elle suit une cohorte de jeunes Montréalais participant à TAPAJ. Les changements observés dans leur vie pendant cette période (consommation, prises de risques, qualité de vie, utilisation des services) sont documentés afin de vérifier l'hypothèse à l'effet que TAPAJ prédit une amélioration de la santé globale chez les participants. Ce projet met davantage les jeunes de l'avant : « Nous faisons la recherche avec les jeunes sur le terrain. Nous les consultons tout au long du projet, en soutenant leurs compétences et surtout, en reconnaissant la valeur de leur point de vue », explique la professeure de l'Université de Sherbrooke.

Finalement, en consultant des partenaires dans l'ensemble du Québec, Karine Bertrand évalue l'adaptabilité de TAPAJ hors de Montréal. Il est important de comprendre d'abord les enjeux régionaux pour déterminer si TAPAJ serait pertinent en contexte rural et comprendre comment le déployer plus largement et supporter ce qui se fait déjà ailleurs.



Auberges du cœur : intervenir autrement

Au cours des dernières années, le Québec a enregistré une hausse importante des diagnostics en santé mentale chez les jeunes. Face à ce constat, certains émettent l'hypothèse qu'une forme de médicalisation des problèmes sociaux des jeunes s'opère. Interpellés, des chercheurs du CREMIS (**Jean-Baptiste Leclercq**, **Cécile Van de Velde** et **Nadia Giguère**) ont lancé un projet de recherche pour documenter, d'une part, les perceptions et les réalités vécues par des jeunes en situation de rupture familiale ou d'itinérance au regard des problématiques de santé mentale et, d'autre part, de documenter les défis et les stratégies des intervenants chargés de les accompagner. Ainsi, les chercheurs se sont rendus dans deux Auberges du cœur, des établissements qui offrent un hébergement transitoire et accueillent des jeunes de 12 à 30 ans qui vivent de l'instabilité résidentielle.

Bien qu'il s'agisse de données secondaires et non pas de l'objet principal de l'étude, le rôle de ces maisons d'hébergement est vite apparu

comme étant un point central dans la trajectoire de soins des jeunes interviewés. Plusieurs jeunes qui y sont hébergés ont un diagnostic en santé mentale ainsi qu'une médication, qu'ils traînent parfois depuis plusieurs années, sans nécessairement avoir reçu l'accompagnement ou le suivi nécessaire pour les comprendre. « Contrairement aux interventions possibles dans le réseau de la santé, les Auberges permettent des observations quotidiennes dans un véritable milieu de vie, où chaque activité peut être prétexte à de l'intervention informelle. En cohabitant avec d'autres jeunes au parcours difficile ou similaire, un fort sentiment d'appartenance se crée au sein du groupe. Cela donne lieu à des interventions par les pairs et favorise une prise de recul par rapport à une étiquette diagnostique, entraînant du coup des échanges au sujet de la stigmatisation vécue par ces jeunes.

« L'apport des Auberges du cœur est donc essentiel dans le contexte où le réseau comporte

des failles au niveau de l'accompagnement de ces jeunes au profil social particulier, mais il serait d'autant plus pertinent et efficace de s'attaquer aux problématiques en amont, pour éviter que les jeunes se retrouvent dans de telles situations », souligne Nadia Giguère, cochercheuse du projet et professeure à l'Université de Montréal.

Grâce à l'obtention d'un nouveau financement, les chercheurs entreprendront un deuxième projet de recherche afin d'étudier d'autres profils de jeunes médicamenteux en lien avec un diagnostic en santé mentale. Cela leur permettra d'observer différentes trajectoires de soins. Le groupe de chercheurs travaille en partenariat avec le Mouvement Jeunes et santé mentale, qui regroupe plus de 125 organismes luttant pour un meilleur accès à des services alternatifs à la médication psychiatrique et qui réclament une commission sur la médicalisation des problèmes sociaux des jeunes.



ETMI – Guide de pratique en soutien scolaire des jeunes en situation de placement

En 2018, les premières analyses de l'Étude sur le devenir des jeunes placés révélèrent que seulement 17 % des jeunes Québécois placés et âgés de 17 ans ont atteint le niveau scolaire qui correspond à leur âge, soit la 5^e secondaire. La situation est d'autant plus préoccupante lorsque l'on compare ce résultat avec les taux observés auprès des jeunes Québécois du même âge issus de milieux défavorisés (53 %) ou de la population générale (75 %).

Face à cette donnée et en adéquation avec la volonté du CCSMTL de soutenir la réussite scolaire des jeunes placés, un nouveau projet prend son envol à l'unité d'évaluation des technologies et des modes d'intervention (UETMI). Sous la responsabilité scientifique de **Christine Maltais**, agente de planification de programmation et de recherche et responsable scientifique de l'UETMI, une évaluation d'envergure respectant une méthodologie rigoureuse sera déployée au cours des deux prochaines années. Ce projet d'ETMI mènera l'équipe interdisciplinaire à

produire un guide de pratiques à l'intention des intervenants du programme jeunesse, en particulier ceux qui travaillent étroitement avec les jeunes placés et suivis par la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ).

Si, à long terme, on souhaite que ce guide contribue au maintien des jeunes placés dans la communauté scolaire et à l'augmentation de leur taux de diplomation, l'équipe veut a priori adapter les meilleures pratiques en soutien scolaire au contexte particulier de l'intervention en protection de la jeunesse au Québec. « On souhaite favoriser une attitude positive face à l'implantation de ces pratiques, contribuer à un climat éducatif de qualité et propice au soutien scolaire, intégrer les meilleures pratiques dans l'accompagnement scolaire des jeunes, et favoriser un meilleur arrimage avec les partenaires du secteur scolaire », précise M^{me} Maltais.

Pour y parvenir, une grande communauté de partenaires sera mobilisée tout au long du processus. Ainsi, la DPJ, la Direction du programme jeunesse, la Direction

de l'enseignement universitaire et de la recherche et l'Institut universitaire Jeunes en difficulté seront des acteurs de premier plan. Des représentants de ces parties prenantes de même que d'autres experts et partenaires importants des milieux scolaires siégeront sur les comités afin de mener à bien le projet. Des intervenants et des jeunes pourront également être impliqués à l'une ou l'autre des étapes.

D'autres partenaires majeurs, tels que le MSSS, pourraient se rallier éventuellement puisqu'une demande d'aide financière a été déposée au Fonds de soutien à l'innovation en santé et en services sociaux. « Si le financement est octroyé, le guide de pratiques pourra être transformé en capsules de formation Web et rendu accessible aux intervenants et au milieu scolaire à l'échelle nationale. Ce serait un soutien considérable pour favoriser la scolarisation des jeunes en situation de placement ! », conclut M^{me} Maltais.

Population urbaine : jeunes et prostitution



Pour plus d'information

Visitez le site du projet Sphères :
spheresprojet.com



Sphères : pour sortir de la spirale de l'exploitation sexuelle

Au Québec, on estime que 27 % des adolescentes et 8 % des garçons hébergés en centre jeunesse auraient déjà fait l'expérience de la prostitution. L'âge moyen d'entrée dans la prostitution est de 14 ans.

C'est pourquoi la Direction de la protection de la jeunesse de Montréal, trois partenaires majeurs en prévention des méfaits (le SPVM, l'Anonyme, En Marge 12-17), la Fondation Marie-Vincent et le centre d'expertise de l'IUJD ont mis en place le programme Sphères. Celui-ci permet d'effectuer des interventions concertées et cohérentes pour accompagner les jeunes de 12 à 24 ans, victimes d'exploitation sexuelle. Les objectifs sont entre autres d'améliorer leur confiance en elles et de les accompagner dans la mise en œuvre de projets visant leur intégration socioprofessionnelle.

Retrouver goût à la liberté, à son rythme

Les intervenants et les organismes communautaires travaillent en collaboration constante pour faire cheminer les participantes sans jugement, à leur propre rythme, dans le cadre d'une approche individuelle, motivationnelle et ciblée sur leurs aspirations. La participation au

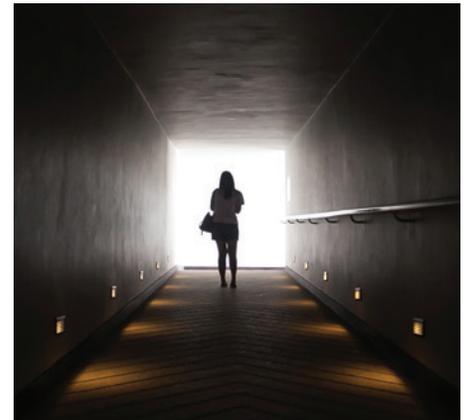
programme est volontaire, sans obligation légale et confidentielle pour éviter toute stigmatisation.

« Ces jeunes vivent sous le contrôle de proxénètes qui sont les champions de la manipulation. Le programme offre une voie parallèle où la personne peut vivre des expériences positives, comme des activités d'équitation, de camping, des sorties au café céramique... L'objectif est de leur redonner le goût à la liberté, en leur faisant vivre autre chose que la prostitution. Leur rappeler que dans leur vie d'avant, il y a eu des beaux moments et les convaincre qu'il peut y en avoir d'autres », dit **Pascal Jobin**, coordonnateur du programme à l'IUJD.

L'équipe de recherche de l'IUJD, sous la direction de **Mathilde Turcotte** et de **Denis Lafortune**, analyse chaque étape du processus d'accompagnement des jeunes, depuis son implantation. À ce jour, sur les 65 jeunes rencontrées, 30 sont suivies activement par un intervenant. « Dans le futur, nous souhaiterions que ce programme, élaboré à partir de données probantes, soit implanté à travers le Canada pour que les jeunes victimes soient mieux accompagnées pour prendre leur vie en main

et puissent amorcer le virage vers un avenir meilleur », souligne Pascal Jobin.

Ce programme prometteur a reçu une subvention de 2,2 millions de dollars du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile du Canada, dans le cadre du programme d'abandon de la prostitution du Fonds d'action en prévention du crime, de la Stratégie nationale pour la prévention du crime.



ACTES : pour prévenir le proxénétisme chez les jeunes contrevenants

L'exploitation sexuelle est une réalité qu'on aborde le plus souvent selon l'angle des victimes pour tenter de la prévenir. Le projet ACTES « Activité clinique sur la traite et l'exploitation sexuelle », sous la direction scientifique de la chercheuse **Mathilde Turcotte**, s'inscrit en complément de cette approche, car il vise à prévenir le proxénétisme en ciblant des jeunes contrevenants mis sous garde en centre de réadaptation. Aborder cette réalité avec les jeunes hommes : une approche délicate, audacieuse et innovante.

Changer les perceptions et les attitudes

ACTES offre de l'éducation à la sexualité à cette population spécifique. « Les rares études qui s'intéressent à la réalité des proxénètes montrent qu'ils ont eu leurs premiers contacts avec le milieu de la prostitution à l'adolescence. C'est pourquoi nous avons ciblé la clientèle des jeunes

contrevenants. Même si leurs délits ne sont pas liés au proxénétisme, leurs activités criminelles les rendent à risque de s'y intéresser. Le programme vise donc à changer les perceptions et les attitudes qui pourraient faciliter leur entrée dans l'univers du proxénétisme », explique le chargé du projet **René-André Brisebois**, agent de programmation, de planification et de recherche à l'IUJD.

En s'appuyant sur des résultats de recherche et sur des constats cliniques, l'équipe développe une activité de groupe, adaptée aux besoins et aux réalités des jeunes contrevenants. L'organisme communautaire L'Anonyme collabore au développement des contenus d'éducation sexuelle avec les intervenants des centres de réadaptation de la Direction du programme jeunesse du CCSMTL. Si ACTES est d'abord destiné à des interventions de groupe, l'organisme PACT de rue collabore

à son adaptation vers des interventions individuelles, qui pourront avoir lieu après le passage en centre de réadaptation. Fait rare : l'équipe est accompagnée d'anciens jeunes contrevenants qui ont été liés, de près ou de loin, à des activités de proxénétisme. Leur collaboration permet d'adapter encore plus précisément les interventions à la réalité des jeunes contrevenants pour mieux rejoindre cette clientèle.

Cette initiative du centre d'expertise de l'IUJD a été lancée en juin 2019 et se déroulera sur une durée de 3 ans. La première année sera consacrée au développement et à l'adaptation du programme. Il sera ensuite testé, ajusté et évalué durant la 2^e année. La 3^e année permettra de développer des outils de pratique pour le rendre accessible à d'autres milieux. Ce projet est rendu possible grâce au soutien de la Fondation québécoise pour les jeunes contrevenants.

Approches alternatives



Le cirque social en réadaptation physique

C'est en 2009 que **Frédéric Loiselle**, ergothérapeute au Centre de réadaptation Lucie-Bruneau du CCSMTL, a développé une intervention de cirque social pour les jeunes adultes de 18 à 25 ans vivant avec une déficience physique. Pour ce faire, il s'est inspiré de l'approche pédagogique proposée par Cirque du monde, le volet humanitaire du Cirque du Soleil. Monsieur Loiselle jugeait que cette approche offerte partout dans le monde à diverses populations de jeunes en difficulté concordait avec les recommandations d'experts en ce qui concerne les pratiques visant à faciliter la transition des jeunes avec déficience physique de l'école vers la vie active.

Leçons de cirque, leçons de vie

L'intervention de cirque social, maintenant intégrée au sein du programme clinique Transition école – vie active (TEVA) en déficience physique du CCSMTL, vise à développer les aptitudes à la vie quotidienne et les compétences pré-vocationnelles des jeunes adultes ayant une déficience motrice, sensorielle ou du langage. L'intervention interdisciplinaire, d'une durée de 26 semaines, se compose de rencontres d'évaluation individuelle, d'ateliers de cirque en groupe, de sorties dans la communauté et s'achève par

une prestation publique. L'atelier de groupe fait appel aux arts du cirque, à l'expression corporelle et aux activités théâtrales pour fournir un laboratoire écologique qui permet de développer les aptitudes des participants. « Grâce à leur participation au programme, les jeunes développent des compétences qui leur permettent de prendre leur place, de développer un savoir-être et un savoir-faire social essentiel à leur future vie d'adulte », souligne **Manon Parisien**, coordonnatrice de recherche à l'IURDPM.

Une intervention unique au monde

L'intervention de cirque social du CCSMTL est la première du genre à avoir été adaptée spécifiquement à une population de jeunes avec déficience physique et la seule offerte

dans un contexte de réadaptation : une double innovation! Le maillage entre les intervenants, les chercheurs et les partenaires intersectoriels de même que les retombées positives du projet ont mené l'IURDPM à identifier l'intervention comme pratique de pointe en développement. Une trousse d'intervention est actuellement en élaboration afin de permettre à d'autres établissements de réadaptation et organismes du milieu communautaire d'implanter l'intervention. Ce projet a déjà gagné de nombreux prix en innovation sociale et Frédéric Loiselle est régulièrement invité à des conférences internationales pour partager ses connaissances sur cette intervention unique au monde!



Danser sans limite

Il existe de nombreux programmes de danse partout dans le monde. Toutefois, il existe peu de recherches scientifiques et de données probantes claires sur les bienfaits de la danse auprès des populations en situation de vulnérabilité. Montréal devient donc un chef de file sur le sujet, grâce à la tenue d'une méta-étude « danse – santé » qui souhaite démontrer scientifiquement que la thérapie par la danse permet non seulement l'inclusion et l'intégration, mais est aussi source de mieux-être.

Sous l'initiative de **Bonnie Swaine**, codirectrice scientifique de l'IURDPM et du CRIR et professeure à l'Université de Montréal, et de **Sylvie Fortin**, professeure et chercheuse de l'Université de Québec à Montréal, un grand

maillage intersectoriel est né, rassemblant une équipe composée d'une douzaine de chercheurs multidisciplinaires (danse, art thérapie, éducation, ergothérapie, physiothérapie, kinésiologie, neuropsychologie et sociologie) et le Centre national de danse thérapie, une division des Grands ballets canadiens.

Des retombées pour plusieurs clientèles

Parmi les premiers bénéficiaires du fonds Audace du FRQ-S en 2018, ce projet innovant est actuellement en cours, à Montréal, auprès de six groupes issus de diverses populations : femmes vivant avec des problèmes de santé mentale et de toxicomanie, personnes âgées atteintes de la maladie de Parkinson, jeunes avec une

paralysie cérébrale, enfants aveugles, adultes avec des déficiences physiques et personnes âgées inactives en santé.

« La création de notre équipe a permis d'établir que l'on peut documenter avec les mêmes outils les bienfaits de la danse, peu importe le public. Les retombées de cette recherche-action sont prometteuses et auront sans nul doute un impact considérable sur toutes les sphères s'articulant autour des activités de thérapie par la danse », souligne Bonnie Swaine. Ce projet vise également à étudier l'aspect pédagogique, soit les contenus d'enseignement et la pédagogie encadrant les cours de danse destinés aux différents groupes de participants.

Approches alternatives



Quand la musique devient la partition d'une communauté

En 2017, l'École des jeunes de la Faculté de musique de l'Université de Montréal (UdeM), dont le mandat consiste à offrir aux enfants et aux adolescents une formation musicale sous forme d'activités parascolaires, lançait la toute première cohorte de *La classe enchantée* à l'École Notre-Dame-des-Neiges. Développé en collaboration avec la Commission scolaire de Montréal, ce programme destiné aux jeunes de la 4^e à la 6^e année du primaire vise à démocratiser la musique en leur offrant des activités de qualité à faible coût : formation en chant choral, apprentissage d'un instrument de musique (clarinette, hautbois, basson, cor, trompette, etc.) et prestations musicales diverses. Tout cela dans le but d'agir positivement sur l'épanouissement et l'adaptation scolaire des jeunes.

Une communauté de partenaires

Depuis sa création, le projet *La classe enchantée* a su rallier une large communauté de partenaires qui contribuent à enrichir l'expérience vécue par les jeunes. Parmi ces partenaires figure notamment une équipe de chercheurs en psychoéducation et en santé publique qui s'est associée au programme afin de l'évaluer.

Véronique Dupéré, chercheuse à l'IUJD et professeure à l'Université de Montréal, souligne d'ailleurs que les différents maillages émergents permettent, entre autres, un meilleur accompagnement des apprentis musiciens. En effet, en acceptant tous les jeunes intéressés sans égard à leur profil socioéconomique, académique ou comportemental, les animateurs

de *La classe enchantée* sont parfois confrontés à certaines problématiques qu'ils n'ont pas l'habitude de côtoyer, comme l'hyperactivité. Grâce au soutien d'intervenants de l'École de psychoéducation de l'UdeM, ils se sentent mieux outillés pour y faire face.

Partir sur une bonne note

Le postulat de départ de l'équipe de recherche en charge de l'évaluation veut que les activités parascolaires participent au bien-être des jeunes à l'école ainsi qu'à leur engagement scolaire et plus largement à leur intégration sociale. « En intégrant *La classe enchantée*, les jeunes vivraient donc une expérience musicale agréable et valorisante tout en créant des liens positifs avec des adultes et d'autres élèves. Un sentiment d'appartenance pourrait se développer grâce à une passion commune pour la musique ! »,

mentionne la chercheuse. Pour suivre les jeunes participants de l'entrée à la sortie du programme, la collecte de données s'échelonne sur trois ans et se terminera en juin 2021. Des conclusions ne peuvent donc pas encore être tirées, mais des résultats préliminaires vont dans le sens attendu, et soulignent notamment l'appréciation générale du programme par l'ensemble des acteurs concernés incluant les élèves, les enseignants et les parents.

Au terme de cette évaluation, les chercheurs souhaitent être en mesure de présenter à l'École des jeunes des recommandations visant à optimiser le programme en dirigeant les



Un aperçu de *La classe enchantée!*
Crédit : Andrew Dobrowolskyj

ressources vers les effets les plus positifs. Par la suite, le programme *La classe enchantée* pourra être implantée dans d'autres établissements scolaires. Ce déploiement à plus grande échelle contribuera à la création de nouvelles communautés tout en poursuivant la mission du projet : rendre la musique accessible au plus grand nombre.

Demeurons en lien!

Mission universitaire du CCSMTL

Abonnez-vous à la version électronique du MU360 :
ccsmtl-mission-universitaire.ca

Suivez la vitrine Enseignement et recherche du CCSMTL sur LinkedIn

Institut universitaire sur les dépendances

iud.quebec

Institut universitaire de gériatrie de Montréal

iugm.ca

Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté, centre affilié universitaire

cremis.ca

Institut universitaire Jeunes en difficulté

iujd.ca

Institut universitaire sur la réadaptation en déficience physique de Montréal

iurdpm.ca

Vous avez dit « santé urbaine »?

Voici quelques ressources intéressantes dénichées par l'équipe des bibliothèques et centres de documentation pour poursuivre la réflexion sur la santé urbaine.

Les travaux du Centre de référence sur l'environnement bâti et la santé de l'Institut national de santé publique du Québec

Le CREBS veut soutenir les décideurs, particulièrement ceux de santé publique, dans la formulation, l'implantation et l'évaluation de politiques publiques pour que l'environnement bâti soit favorable à la santé des populations.

www.inspq.qc.ca/crebs

Les travaux de l'Observatoire des milieux de vie urbains de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM

Pluridisciplinaire et indépendante, l'OMV a pour objectif d'étudier, d'accompagner et de nourrir les processus qui facilitent la cohabitation des usagers et usages dans les milieux de vie urbains.

omv.esg.uqam.ca

L'article La santé dans les grandes métropoles

« Les grandes métropoles ont d'excellentes raisons de s'intéresser aux problématiques de santé. La réalité concrète du fait urbain et métropolitain, caractérisé notamment par une grande complexité et de multiples inégalités sociales, territoriales et environnementales, renferme aujourd'hui les principales marges de progression pour la santé de leurs habitants et de bien d'autres. »

Référence : Jomier, B. et Surel, L. (2017).

La santé dans les grandes métropoles.

Les tribunes de la santé, 3(56), 29-34.

Commandez cet article auprès de votre bibliothèque.

Le numéro spécial Santé et politiques urbaines

« Ce numéro de Lien social et Politiques explore trois grands enjeux des rapports entre politiques urbaines et santé des populations : comment la santé devient-elle, ou non, l'objet des politiques municipales ou celui d'autres actions publiques opérant à l'échelle des villes ? Quels instruments d'action publique permettent la prise en compte de la santé dans les politiques urbaines (études d'impact, comités intersectoriels, concertation, zonage, etc.) ? Comment les populations réagissent-elles face à des politiques urbaines qui tentent de contrôler ou de s'ingérer dans leurs comportements au nom de la santé ? »

Référence : Clavier, Carole [éd.], Renaud Crepin [éd.] (2017). Santé et politiques urbaines. *Lien social et politiques*, 78.

À lire gratuitement en ligne :
lsp.inrs.ca/numero-78-2017/

Membres du comité de rédaction

Rédactrices en chef invitées

Julie Grenier, directrice adjointe, Direction des services généraux et partenariats urbains

Eva Kehayia, codirectrice scientifique, Institut universitaire sur la réadaptation en déficience physique de Montréal (IURDPM) et Centre de recherche interdisciplinaire en réadaptation du Montréal métropolitain (CRIR); professeure agrégée, École de physiothérapie et d'ergothérapie, Université McGill

Bonnie Swaine, codirectrice scientifique, IURDPM et CRIR; professeure titulaire, École de réadaptation, Université de Montréal

Comité de direction DEUR

Annie-Kim Gilbert, directrice, Direction de l'enseignement universitaire et recherche (DEUR)

Marise Guindon, directrice adjointe, Recherche, développement et transfert des connaissances, DEUR

Frédérique Laurier, directrice adjointe, Enseignement, UETMI et diffusion des connaissances, DEUR

Coordonnatrice de projet

Geneviève Desrosiers, agente de planification, de programmation et de recherche (APPR) en diffusion des connaissances, DEUR

Rédactrices

Josianne Gourde, APPR en diffusion des connaissances, DEUR

Chatel Lamarche, APPR en diffusion des connaissances, DEUR

Maude Sussest, APPR en diffusion des connaissances, DEUR

Collaborateurs au contenu

Geneviève Baril, cheffe de service, IURDPM

Stéphane Bastianeto, adjoint à la directrice scientifique, CRIUGM

Rinda Hartner, coordonnatrice clinico administrative-volet pratiques professionnelles par intérim, Direction des soins infirmiers

Denis Leclerc, chef de service, CRIUGM

Elisabeth Lesieux, coordonnatrice de recherche, IUJD

Daphné Morin, cheffe de service, CREMIS

Céline Ouellette, cheffe de service par intérim, IUJD, et cadre conseil au Carrefour de formation du réseau universitaire intégré jeunesse (RUIJ)

Vanessa Simic, cheffe de service par intérim, IUD

Bibliothèques et centres de documentation



Pour plus d'information

Une seule adresse pour découvrir
les 9 bibliothèques et centres de
documentation du CCSMTL!
ccsmtl-biblio.ca



« J'ai développé une relation avec ma bibliothèque et ma vie a changé... »

Comme sur les sites Web réputés être des pièges à clics ("clickbait"), vous voici ici grâce à un titre accrocheur... qui est par ailleurs tout à fait vrai! C'est en tout cas l'avis de **Camille Poirier-Veilleux**, agente de planification, de programmation et de recherche (APPR) à la Direction régionale de santé publique de Montréal.

Dans le cadre de son travail, M^{me} Poirier-Veilleux est appelée à produire des documents de référence, des avis, des mémoires, et des guides de pratique pour le réseau de la santé et des services sociaux et ses partenaires. Elle doit donc multiplier les recherches documentaires pour obtenir l'information récente la plus pertinente sur chaque sujet abordé. Cette tâche, qui peut paraître ardue de prime abord, a été grandement facilitée par la relation étroite qu'elle a développée avec les techniciennes en documentation du Centre de documentation de la Direction régionale de Santé publique de Montréal.

Le rôle des professionnelles en documentation est notamment de bien cerner le sujet de recherche de leurs clients, de comprendre leurs besoins d'information, et de les transformer en mots-clés signifiants dans les bases de données. Les documentalistes effectuent également une première sélection des résultats obtenus avant de transmettre la liste. Le client peut ensuite choisir quels articles ou livres il souhaitera lire au complet.

« La collaboration avec l'équipe de la bibliothèque facilite et accélère mon travail au quotidien. Elles agissent comme de vraies traductrices : elles doivent parfaitement comprendre mon besoin

pour le traduire en langage de base de données! Cette expertise est précieuse. Je ne pourrais pas arriver à de pareils résultats aussi rapidement en travaillant toute seule avec les bases de données », s'enthousiasme M^{me} Poirier-Veilleux.

Le plaisir croît avec l'usage

L'APPR apprécie beaucoup le travail de fond effectué avec les techniciennes, car elle bénéficie aujourd'hui de plusieurs alertes documentaires sur les sujets qui l'interpellent. En effet, une fois que les mots-clés pertinents sont développés pour une recherche, une alerte peut être lancée dans certaines bases de données pour s'assurer de recevoir toutes les nouvelles parutions à ce sujet.

Par ailleurs, cette relation à long terme est également payante quand vient le temps de répondre à des besoins d'immédiateté. « En santé publique, on doit parfois réagir rapidement aux événements de l'actualité, tout en s'appuyant sur des données probantes. On recherche alors ces données dans l'urgence. Mais quand les documentalistes connaissent déjà nos sujets d'études, leur compréhension du nouveau problème est beaucoup plus rapide! », se réjouit l'APPR.

L'équipe de votre bibliothèque : une alliée à découvrir!



De gauche à droite : **Camille Poirier-Veilleux**, agente de planification, programmation et de recherche à la Direction régionale de santé publique (DRSP), **Marie-Andrée Simard** et **Amélie Bocage**, toutes deux techniciennes en documentation Centre de documentation de la DRSP.

Centre intégré
universitaire de santé
et de services sociaux
du Centre-Sud-
de-l'Île-de-Montréal

Québec

Le MU360 est produit et distribué par la Direction de l'enseignement universitaire et de la recherche du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, décembre 2019.

Pour commentaires : valorisation.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca
ISSN 2561-4223 (Imprimé) ISSN 2561-4231 (En ligne)